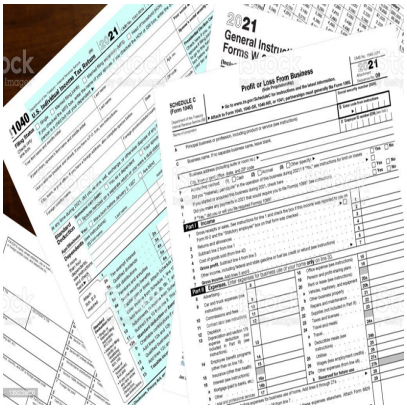

La France sera le seul pays où le communisme aura « réussi »

Description

« La France est un pays extrêmement fertile : on y plante des fonctionnaires et il y pousse des impôts »

(Georges Clémenceau)

Georges Clémenceau, dit le Tigre, fût président du conseil de 1917 à 1920 et ministre de la guerre.

Rétrospectivement, il est exact de dire qu'il était visionnaire. Manuel Valls, ancien premier ministre et ministre de l'Intérieur s'en réclamait souvent.

Toutefois, il ne l'a pas écouté sur les fonctionnaires et sur la fiscalité lors de son passage au gouvernement.

La France souffre de deux maux interdépendants : un nombre excessif de fonctionnaires qui pèse sur les finances publiques, et une fiscalité excessive qui pèse sur les finances des Français.

En 1936, le nombre de fonctionnaires civils avoisinait les 700 000. Les effectifs ont atteint le million en 1949. En 1972, les effectifs avaient plus que doublé à 2,4 millions. A la fin du mandat de Mitterrand en 1995, ce chiffre avoisinait 4,45 millions en incluant la fonction publique territoriale et hospitalière.

La situation s'est aggravée sous les présidents successifs, le nombre de fonctionnaires ne cessant d'augmenter pour atteindre le chiffre record de 5,6 millions.

Parallèlement à cette hausse ininterrompue de fonctionnaires, le poids des prélèvements obligatoires s'est accru à près de 45% du PIB en 2020.

La France a inventé toute une panoplie d'impôts et taxes, copiés en partie par certains de ses voisins : TVA, CSG, Impôt sur la Fortune, plus-value immobilière, etc…. Des niches fiscales ont également été créées dans le même temps, lesquelles sont très bien gardées par des chiens qui mordent….

Seuls des très hauts revenus peuvent se payer les services d'avocats fiscalistes afin d'optimiser leur fiscalité. Ce procédé est légal, mais peut être jugé peu moral ou inéquitable par certains.

Le plus équitable serait d'avoir un impôt proportionnel payé par tout le monde et non un impôt progressif assez inégalitaire : l'impôt sur le revenu ne peut être payé uniquement par la moitié des Français. Cela permettrait également de supprimer les niches fiscales. Par ailleurs, la fiscalité sur les successions est un frein à la transmission d'entreprise familiale. En Italie, les successions sont fiscalisées à hauteur de 4%.

Le PIB par habitant était similaire aux États-Unis et en France en 1980. Après une quarantaine d'années, l'écart s'est accru en faveur des États-Unis, avec un PIB par habitant à 69 000$ contre 44 700$ pour la France.

Même si plusieurs facteurs peuvent expliquer ce creusement, un Etat omnipotent et une fiscalité massive ont éreinté les créateurs de richesses (entrepreneurs) et les salariés.

Le coût du travail est excessif pour les employeurs et les salariés : il y a un écart de l'ordre de 25% entre le salaire brut et le salaire net. Le coût pour l'employeur est environ le double du salaire brut. Sans parler des impôts de production…

Aux États-Unis, deux présidents américains Reagan et Trump ont massivement dérégulé et baissé les impôts, périodes auxquelles le pays a connu une forte croissance. Le Census Bureau qui regroupe les statistiques du pays a même indiqué que le taux de pauvreté était tombé à 10,5% à la fin 2019, au plus bas depuis 1959.

Espérons qu'un ministre se décide à libérer les Français du poids qu'ils supportent, sans quoi la France ne pourra se redresser et connaître une croissance forte et durable. Finalement, la France sera le seul pays où le communisme aura « réussi ».

270 milliards

« Il n'y a pas de repas gratuit »

Milton Friedman

Le budget de l'Etat pour 2023 sera déficitaire. Les recettes s'élèvent à 345 milliards d'euros et les dépenses sont proches de 500 milliards d'euros. Le déficit budgétaire sera donc de l'ordre de 155 milliards d'euros !

La France doit emprunter sur les marchés 270 milliards d'euros l'année prochaine pour financer le déficit et le roulement de la dette échue. Cela correspond à environ 10% du total de la dette française.

En général, les taux longs américains s'expliquent par le niveau des taux courts, le taux de croissance du PIB, l'inflation et le niveau du déficit public.

L’inversion de la courbe des taux aux États-Unis, à savoir des taux courts plus élevés que les taux longs, est un indicateur de récession. La différence entre le taux à 10 ans et à 2 ans est de -51 pointde base, niveau le plus faible depuis 2000.

La courbe des taux européen n’est pas encore inversée.

A quel taux seront empruntés les 270 milliards ? Ce niveau est à surveiller, la charge du service de la dette, estimée entre 38 et 48 milliards d’euros pour l’année 2022, risquant de devenir le premier poste du budget devant celui de l’Education Nationale.

La France se rapproche de plus en plus du jour de l’insoutenabilité de la dette française, d’autant que la maîtrise du déficit et de la dette n’apparaît pas être une priorité. Elle nécessiterait une maîtrise des dépenses publiques, idéalement avec l’Etat mis au régime drastique.

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée
13 octobre 2022